



**PREFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté de prescriptions complémentaires

N°DCL-BRENV-2023-275-2

VERALLIA
Rue André Chenier
71103 Chalon sur Saône

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
Chevalier de l'ordre national du mérite
Chevalier de la légion d'honneur

Vu le code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2661 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2663 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 décembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des ICPE.

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;

Vu l'arrêté ministériel du 1 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2015 portant autorisation d'exploiter une verrerie sur la commune de CHALON SUR SAONE ;

Vu la demande présentée le 23 août 2019 et complétée le 5 mai 2021 par la société VERALIA dans le cadre de la réglementation RSDE ;

Vu la demande présentée le 26 mai 2021 par la société VERALIA dans le cadre de son projet d'implantation d'une nouvelle tour aéroréfrigérante ;

Vu la demande présentée le 1^{er} juillet 2021 par la société VERALIA dans le cadre de son projet « Cracking » ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 19 juin 2023 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriers électroniques du 19 juillet 2023 et 24 août 2023 ;

Vu le rapport du 28 août 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'Inspection des installations classées ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre des rubriques 3330 et 1510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que certaines installations faisant l'objet de modifications sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2015 susvisé ;

Considérant que les modifications envisagées ne nécessitent pas d'examen au cas par cas ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que l'entrée en application de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 susvisé vient modifier les paramètres à surveiller dans les rejets aqueux du site, ainsi que les valeurs limites d'émission applicables et fréquences de surveillance correspondantes ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires pour préserver les intérêts visés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, en particulier concernant la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;

Considérant que les nouvelles caractéristiques techniques de certaines installations doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire.

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1 – EXPLOITANT

L'arrêté préfectoral n° 2015009-0015 du 9 janvier 2015, autorisant la société VERALLIA située à CHALON SUR SAONE à exploiter une verrerie, est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2. – PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'article 1.2.1 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2015 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 1.3.1 du présent arrêté se substituent à celles du chapitre 1.7 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2015 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 2.1 du présent arrêté se substituent à celles du chapitre 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2015 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 2.2 du présent arrêté se substituent à celles du chapitre 4.3.9 et 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2015 qui sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 3.3 du présent arrêté se substituent à celles de l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2015 qui sont abrogées.

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2015 restent applicables.

CHAPITRE 1.2 - NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubriques*	Désignation des activités	Caractéristiques et capacités maximales	Régime**
3330	Fabrication du verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Capacité de production de verre : Four n°1 : 400 t/j Four n°2 : 480 t/j Four n°3 : 520 t/j Soit une capacité de 1400 t/j	A
1510-2	Entrepôts de matières combustibles	Volume total des entrepôts : 380 480 m³	E
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage de minéraux	Unité de broyage du calcin pour : Four n°1 : 202 kW Four n°2 : 210 kW Four n°3 : 300 kW Mélangeuse de secours : 75 kW Broyeur CRYSTAL : 27 kW Soit une puissance installée de 814 kW	E
2910-A1	Installations de combustion	Générateurs de vapeur : - 1 générateur fioul/GN : 4,1 MW - 1 générateur GN : 4,45 MW Arche de cuisson au GN : 10,8 MW Feeders au GN : 10,5 MW	E

		<p>Groupes électrogènes au fioul domestique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GE four 1 : 2 MW - GE four 2 : 1,6 MW - GE four 3 : 2 MW <p>Aérothermes au GN : 4,1 MW</p> <p>Brûleurs de rétractation films plastiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ligne Thimon : 0,46 kW - Ligne MSK : 0,48 MW <p>Soit une puissance thermique de 40 MW</p>	
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air	<p>1 TAR (refroidissement du calcin) de puissance thermique évacuée : 11 610 kW</p> <p>1 TAR (refroidissement du calcin de puissance thermique évacuée : 2 252 kW</p> <p>Soit une puissance thermique évacuée de 13 862 kW</p>	E
4734-2b	Stockage de produits pétroliers	<p>937 t de fioul lourd (950 m³)</p> <p>47,5 t de fioul domestique (57 m³)</p> <p>4 t de gazole non routier (5 m³)</p> <p>1,3 t : 3 nourrices de 500 l de fioul domestique</p> <p>2,6 tonnes : 1 nourrice de 3000 l de fioul domestique</p> <p>0,5 t d'autres produits inflammables (650 l)</p> <p>Soit une masse totale de 992,9 t</p>	E
1185-2a	Emploi ou stockage de gaz à effets de serre fluorés	<p>Groupes froid contenant plus de 2kg.</p> <p>Masse totale de 370 kg</p>	DC
1414-3	Stockage de gaz inflammables liquéfiés	Poste de remplissage GPL pour les réservoirs des chariots élévateurs	DC

Rubriques*	Désignation des activités	Caractéristiques et capacités maximales	Régime**
2565-2	Traitement de surface des métaux par voie chimique	AEM, bacs de dégraisage et chaîne de réparation des moules FISA : 750 l	DC
2560-2	Travail mécanique des métaux	Réparation des moules en fonte : Puissance installée machines fixes : 200 kW	D
4719-2	Stockage d'acétylène	Stockage dédié au cracking : 822,4 kg Stockage usage divers : 169 kg Soit un total de 991 kg	D
2575	Emploi de matières abrasives	Chaîne Matrasur : puissance installée des machines fixes : 50 kW	D
2661-1b	Transformation de matières plastiques	2 postes de conditionnement des produits finis (films polyéthylène). La quantité de matière susceptible d'être traitée : 3,5 t/j	D
2663-1c	Stockage de matières plastiques	Plaques polypropylène alvéolaires, liens plastiques ...) Volume total : 580 m3	D
2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs	20 postes de charge répartis. Puissance totale installée : 51 kW	D
1532-2b	Stockage de bois	Palettes : 1500 m3 Palettes cassées : 90 m3 Déchets de bois : 24 m3 Soit un total de 1614 m3	D

* Rubrique de la nomenclature définie dans la colonne « A » de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement.

** Régime de classement : E = « Enregistrement » ; NC = Non Classée.

*** Capacité, surface, quantité, volume ...exprimé dans une unité appropriée.

CHAPITRE 1.3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.3.1 – ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 1 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2661 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2663 ;
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 2.1 – PRÉSENTATION ET LOCALISATION DES REJETS

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux(x) points de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet EU1 :

Nature des effluents	Type d'effluents	Gestion	Traitement en interne avant rejet	Station de traitement collective	Rejet au milieu naturel
Eaux usées industrielles	Rejet n° EU2 : rejet filtre du puits de forage	Bassin de décantation de 600 m³ et 400 m³ pour les eaux de refroidissement du calcin	Bassin de décantation de 600 m³ et 400 m³ pour les eaux de refroidissement du calcin	/	Réseau public d'assainissement Coordonnées du rejet n°EU1 (Lambert 93) : X : 839994.47 Y : 6634859.4
	Eaux de procédé				
	Eaux de nettoyage				
	Eaux de refroidissement du calcin				
	Eaux pluviales de toiture (four 1 et 2, atelier moules, stockage « Z », DIAP/DAT et bureaux)				
	Condensats				

Points de rejet EP2 à EP 12 :

Nature des effluents	Type d'effluents	Gestion	Traitement en interne avant rejet	Station de traitement collective	Rejet au milieu naturel
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées*	Eaux de toitures des bâtiments de stockage « A », « C », « MM1 », « MM2 », « MM3 », atelier triage, magasin prestockage, magasin général et voirie attenante	Rejet dans réseau pluvial	Séparateur à hydrocarbures-déboureur au droit du stockage de calcin	/	Rejet au fossé rejoignant la rivière la Thalie (U3120700) Coordonnées du rejet n°EP2 (Lambert 93) X : 840217.46 Y : 6635380.34
	Eaux de toiture du four 3 et de la centrale électrique et air comprimé et voirie attenante		/		Rejet dans le canal du centre (code masse d'eau FRGR0949) Coordonnées du rejet n°EP3 (Lambert 93) X : 840002.67 Y : 6635145.85
	Eaux de toiture et voirie attenante		/		Rejet dans le canal du centre (code masse d'eau FRGR0949) Coordonnées du rejet n°EP4 (Lambert 93) X : 840021.85 Y : 6635189.22
	Eaux de toiture du bâtiment de stockage cartons et autres et voirie attenante		/		Rejet dans le canal du centre (code masse d'eau FRGR0949) Coordonnées du rejet n°EP5 (Lambert 93) X : 840031.8 Y : 6635216.34
	Eaux de toiture des bâtiments SAGA DECOR et SGCV		/		Rejet au fossé rejoignant la rivière la Thalie (U3120700) Coordonnées du rejet n°EP6 (Lambert 93) X : 840369.74 Y : 6635443.46
	Eaux de toiture du magasin produits finis, des locaux DM VN logistique, du bâtiment de stockage « L.L.00 », du hangar Nord + voirie attenante et parking usine		Séparateur à hydrocarbures-déboureur		Réseau public d'eaux pluviales de la commune de Chalon-sur-Saône Coordonnées du rejet n°EP7 (Lambert 93) X : 840486.7 Y : 6635153.83
	Eaux de parking et voirie		Séparateur à hydrocarbures-déboureur		Réseau public d'eaux pluviales de la commune de Chalon-sur-Saône Coordonnées du rejet n°EP8 (Lambert 93) X : 840520.35 Y : 6635210.53
	Eaux de toiture du bâtiment CE		/		Réseau public d'eaux pluviales de la commune de Chalon-sur-Saône Coordonnées du rejet n°EP9 (Lambert 93) X : 840664.88 Y : 6635149.18
	Stockage fioul		Séparateur à hydrocarbures-déboureur		Rejet dans le canal du centre (code masse d'eau FRGR0949) Coordonnées du rejet n°EP10 (Lambert 93) X : 840119.1 Y : 6635411.45
	Eaux de toiture des bâtiments de stockage « GB1 » et « GB2 » et voirie attenante		/		Rejet au fossé rejoignant la rivière la Thalie (U3120700) Coordonnées du rejet n°EP11 (Lambert 93) X : 840419.92 Y : 6635280.86
	Parking CE		Séparateur à hydrocarbures-déboureur		Réseau public d'assainissement Coordonnées du rejet n°EP12 (Lambert 93) X : 840633.91 Y : 6635167.06

Point de rejet ED1 à ED6 :

Nature des effluents	Type d'effluents	Gestion	Traitement en interne avant rejet	Station de traitement collective	Rejet au milieu naturel
Eaux domestiques	Eaux usées du sud-ouest du site	Rejet dans le réseau d'assainissement communal	/	/	Réseau public d'assainissement Coordonnées du rejet n°ED1 (Lambert 93) : X : 840017.02 Y : 6634868.66
	Puits d'eau potable		/		Réseau public d'assainissement Coordonnées du rejet n°ED2 (Lambert 93) : X : 840280.8 Y : 6635488.76
	Puits d'eau potable		/		Réseau public d'assainissement Coordonnées du rejet n°ED2 bis (Lambert 93) : X : 840239.69 Y : 6635417.9
	Loge des gardes		/		Réseau public d'assainissement Coordonnées du rejet n°ED3 (Lambert 93) : X : 840508.52 Y : 6635167.95
	Bâtiments SAGA DECOR et SGCV		/		Réseau public d'assainissement Coordonnées du rejet n°ED4 (Lambert 93) : X : 840414.32 Y : 6635427.04
	Restaurant d'entreprise		Bac à graisse		Réseau public d'assainissement Coordonnées du rejet n°ED5 (Lambert 93) : X : 840227.83 Y : 6634835.79
	Bâtiment CE		/		Réseau public d'assainissement Coordonnées du rejet n°ED6 (Lambert 93) : X : 840369.74 Y : 6635443.46

ARTICLE 2.2 – VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET

2.2.1. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement.

Lorsqu'une zone de mélange est considérée, celle-ci est définie sous la responsabilité de l'exploitant, dans le respect des critères mentionnés à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 susvisé.

Les valeurs limites d'émissions définies ci-dessous (en flux), tiennent compte de la compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu, pour un QMNA5 considéré à 100 L/s sur la rivière la Thalie

2.2.2) Valeurs limites d'émission des eaux industrielles et fréquences de mesures associées

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, avant rejet des eaux résiduelles industrielles (avant toute dilution par d'autres effluents).

Rejet n°EU1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 2.2) :

Paramètre ou substance	Code sandre	Concentration journalière maximale	Flux global de rejet autorisé pour le site	Périodicité minimale de surveillance à partir du 01/01/2024
			Maximum journalier à partir du 01/01/2024	
pH	1302	5,5 – 8,5 unités pH	Sans objet	Continue
Température	1301	30 °C	Sans objet	Continue
Débit	1552	100 m³/j	Sans objet	Continue
DCO	1314	30 mg/L	3 000 g/j	Mensuelle
DBO5	1313	15 mg/L	1 500 g/j	Mensuelle
MES	1305	25 mg/L	2 500 g/j	Mensuelle
Phosphore total	1350	/	172 g/j *	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	5 mg/L	500 g/j	Mensuelle
AOX	1106	1 mg/L	100 g/j	Trimestrielle
Zinc	1383	/	7 g/j *	Trimestrielle
Cuivre	1392	/	1 g/j *	Trimestrielle
Cadmium	1388	/	0,2 g/j *	Trimestrielle
Nickel	1386	/	3,5 g/j *	Trimestrielle
Plomb	1382	/	1 g/j *	Trimestrielle
Chrome	1389	/	3 g/j *	Trimestrielle
THM	2036	1 mg/L	100 g/j	Trimestrielle
Bromure	6505	/	/	Trimestrielle
Chlorures	1337	/	/	Trimestrielle
Azote global	1551	2 mg/L	200 g/j	Annuelle
Indice Phénols	1440	0,3 mg/L	30 g/j	Annuelle
Fluorures	7073	6 mg/L	600 g/j	Annuelle
Arsenic	1369	/	0,7 g/j *	Annuelle
Manganèse	1394	1 mg/L	100 g/j	Annuelle
Acide chloroacétique	1465	/	2 g/j	Annuelle

(*) paramètres pour lesquels la prise en compte du milieu récepteur **nécessite un plafonnement de la VLE en flux journalier** (prise en compte par défaut d'une contribution à hauteur de 10 % du flux acceptable par le milieu récepteur)

En cas de non production de bouteilles, par exemple en cas de conflits sociaux ou de pannes importantes, le débit d'eau rejeté peut atteindre 360 m³/H. Une trace écrite de ces situations est effectuée et un bilan annuel des dépassements est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

2.2.3) Valeurs limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (avant toute dilution par d'autres effluents).

Rejet n°EP2 à EP12 (Cf. repérage du rejet sous l'article 2.2) :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/L)	Périodicité minimale de mesure
MES	1305	35	Annuelle et suite à tout déversement accidentel
DCO	1314	30	
DBO5	1313	100	
Hydrocarbures totaux	7009	5	
Phosphore	1350	10	
Cuivre	1392	0,5	
Zinc	1383	2	
Plomb	1382	0,5	
Nickel	1386	0,5	
Tri-halométhane	2036	1	
Fer	1393	5	
AOX	1106	1	

2.2.4) Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration avant rejet des eaux domestiques .

Rejet n°ED1 à ED6 (Cf. repérage du rejet sous l'article 2.2) :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/L)	Périodicité minimale de mesure
MES	1305	600	Annuelle et suite à tout déversement accidentel
DCO	1314	2000	
DBO5	1313	800	
Hydrocarbures totaux	7009	5	
Phosphore	1350	50	
Azote	1369	150	

2.2.5) Modalités de surveillance fixées par le présent arrêté

Une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans les tableaux ci-dessus pour les polluants énumérés, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. Pour les eaux pluviales notamment, il sera pratiqué au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure au début de l'épisode pluvieux considéré.

Au moins une fois par trimestre sur l'ensemble des paramètres fixés à l'article 2.3.1.2, l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour ces mesures et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées sont transmis, tous les mois, par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des Installations Classées prévu à cet effet. Concernant le délai de déclaration GIDAF :

- pour une analyse journalière à hebdomadaire : la déclaration doit être effective au dernier jour du mois suivant ;
- pour une analyse mensuelle à trimestrielle : la déclaration doit être effective au dernier jour du premier mois du trimestre suivant.

2.2.6) Possibilité d'évolution des modalités de surveillance

La périodicité de mesure définie initialement pour les paramètres référencés pourra être modifiée sur demande justifiée de l'exploitant, après accord de l'Inspection.

Dès lors qu'une modification au niveau du fonctionnement des installations visées (procédés, matières premières, produits utilisés ...) est susceptible de modifier les caractéristiques des effluents rejetés, l'exploitant doit mettre à jour les modalités de surveillance en conséquence. En particulier, l'exploitant intègre à son programme de surveillance toute substance nouvelle susceptible d'être présente dans les rejets aqueux de ses installations.

La périodicité des mesures, les paramètres contrôlés ainsi que les valeurs limites précisées à l'article 2.3.1.2) pourront être modifiées par l'Inspection des Installations Classées.

CHAPITRE 3 – NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 3.1 – RÈGLES D'EXPLOITATION

Afin de réduire les nuisances sonores liées au fonctionnement de la tour aéroréfrigérante installée en septembre 2020, les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

- mise en place d'atténuateurs de bruit au droit de l'installation ;
- mise en place d'une insonorisation à la source de l'installation.

ARTICLE 3.2 – GESTION DES SIGNALEMENTS PAR DES TIERS

L'exploitant met en place une organisation interne de façon à pouvoir recevoir (par exemple par la mise en place d'un numéro de téléphone et/ou d'une adresse électronique dédiées et accessibles aux tiers), enregistrer et traiter les signalements de nuisances sonores par des tiers. Ces signalements sont consignés dans un registre qui inclut au minimum la date et la description de la plainte, la vérification de son fondement, les actions mises en place pour supprimer la source des nuisances le cas échéant, ainsi que les réponses apportées au plaignant. Ce registre est tenu à disposition de l'Inspection des installations classées.

ARTICLE 3.3 – MESURES PERIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode dite d'expertise définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 4 – MISE EN ŒUVRE DU PROCÉDÉ DE POTEYAGE

ARTICLE 4.1 – RÈGLES D'EXPLOITATION

Les installations mises en œuvre dans le procédé de poteyage, appelé également « cracking » sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant.

Les installations de stockage et d'emploi d'acétylène respectent notamment les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719.

-TITRE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. MESURES DE PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la société Verallia

Conformément à l'article R. 512-46-24 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :
1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation et peut y être consultée ;

2° un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal d'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3.3. EXÉCUTION - COPIES

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Châlon sur Saône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Mâcon, le - 2 OCT. 2023

Le préfet


Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXE 1 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET



